

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4283 - Lundi 25 septembre 2017 - Prix : 10 DA

La loi sur la monnaie demain devant la Commission des finances de l'APN

Le financement non conventionnel rigoureusement encadré

Page 5

Le plan d'action aujourd'hui devant le Sénat

Les arguments de Ouyahia

Page 3

La résignation de Bagdad

Par Mohamed Habili

L'Etat irakien assiste impuissant à l'acte décisif de la sécession du Kurdistan, qui tient aujourd'hui son référendum d'autodétermination, ce dernier n'ayant finalement écouté aucun des conseils d'amis qui l'engageaient, parfois vivement, à le reporter. Du moins Bagdad s'épargne-t-il en ne faisant rien pour empêcher l'inéluctable les gesticulations à la turque, qui brassent d'autant plus d'air qu'elles tournent à vide, à l'image de ces manœuvres d'intimidation de dernière minute dont le seul effet est d'empoussiérer les frontières. Nul doute qu'Irbil a écouté attentivement tous les avis. Aucun, à part celui de la Turquie, ne lui a semblé un rejet sans appel de son projet d'indépendance, un motif de guerre par conséquent, pas même celui de Bagdad, qui se garde bien de proférer des menaces, bien qu'il dénonce l'illégalité de la procédure, sans omettre toutefois d'appeler au dialogue. Les Etats-Unis, les Russes, et les Européens, ne disent pas qu'ils sont par principe contre celui-ci, mais qu'ils ne l'approuvent pas pour des raisons tenant aux circonstances dans lesquelles il intervient. Ils n'ont pas demandé son annulation pure et simple, mais seulement son report. Les Kurdes ont vu dans cette nuance une approbation qui n'ose pas dire son nom, un encouragement à poursuivre sur leur lancée, une incitation à faire comme ils l'entendent non comme on leur dit.

Suite en page 3

Avec 1 pour 210 DA hier au marché noir

L'euro poursuit sa montée en flèche



Alors que le dinar ne cesse de connaître une dépréciation jamais vue de son histoire, la monnaie unique européenne, quant à elle atteint des sommets au marché parallèle. Hier, 1 euro était cédé pour 210 DA. Une augmentation qui s'inscrit dans la durée et qui va s'amplifiant. Du côté du citoyen, au vu bien sûr de la fermeture du système bancaire notoire, de surcroît au contexte financier défavorable actuel, c'est lui qui paiera cher, comme de coutume, les pots cassés de la flambée continue de la devise.

Lire page 2

Complexe sidérurgique Sider El Hadjar-Annaba

Mise à feu du haut fourneau après un arrêt de deux semaines

Page 4

Théâtre national algérien

La générale de «Omerta» présentée à Alger

Page 13

Avec 1 pour 210 DA hier au marché noir

L'euro poursuit sa montée en flèche

■ Alors que le dinar ne cesse de connaître une dépréciation jamais vue de son histoire, la monnaie unique européenne, quant à elle atteint des sommets au marché parallèle. Hier, 1 euro était cédé pour 210 DA. Une augmentation qui s'inscrit dans la durée et qui va s'amplifiant. Du côté du citoyen, au vu bien sûr de la fermeture du système bancaire notoire, de surcroît au contexte financier défavorable actuel, c'est lui qui paiera cher, comme de coutume, les pots cassés de la flambée continue de la devise.

Par Yacine Djadel

L'euro, une fois de plus a atteint les barres des 210 DA pour 1 euro au marché noir. Dans les banques, il reste relativement stable, mais inaccessible aux citoyens. Les restrictions bancaires imposées aux Algériens les privent d'un libre-échange légal. Ils sont contraints de se rabattre sur le marché parallèle. Où au lieu de l'acquiescer à 1 euro pour 134.0279 DA, ces derniers l'achètent à 210 DA dans le circuit illicite. Ils sont pénalisés avec une différence de 70 DA. Un chiffre à multiplier évidemment lorsqu'il s'agit de grosses sommes. Des pertes doublement ressenties tant chez les gens lambda que pour les caisses de l'Etat. La colère et le mécontentement ne peuvent que se voir sur les visages des individus. «Je viens d'acheter 200 euros pour 42 000 DA pour les envoyer à quelqu'un à l'étranger pour l'achat de médicaments. J'étais surpris par les nouveaux prix. Je l'ai laissé à 19.30 il y dix jours de cela.

Prix du Président de la République du Journaliste professionnel
Près de deux cents participants enregistrés

LE JURY du Prix du Président de la République du Journaliste professionnel a procédé à la clôture du processus de candidature à l'issue duquel 194 dossiers, dans tous les genres déterminés par le règlement du Prix, ont été réceptionnés. Il tient à exprimer toute sa satisfaction devant l'engouement pour le Prix qui se traduit par le nombre des candidatures, qui révèle une plus large participation par rapport aux éditions précédentes. Ayant déjà formé deux sous-groupes, respectivement en charge de la presse écrite et la photographie, et de l'audio-visuel et du multimédia, le jury poursuit l'étude des travaux et affine, au fur et à mesure, ses évaluations. Il demeure mobilisé, pour ce faire, jusqu'à la proclamation des résultats définitifs et des lauréats du Prix du Président de la République du Journaliste professionnel, le jour prévu, soit dans la soirée du 22 octobre 2017 à l'occasion de la Journée nationale de la presse.

R N

Furieux mais je n'ai pas le choix, car si c'était un pays qui se respectait, j'aurais fait mon change à la Banque comme le font les gens ailleurs», nous a confié Smail, un fonctionnaire de 40 ans.

Pour les quelques vendeurs rencontrés au square Port Saïd, et au marché Clauzel, tous s'accordent à dire que l'augmentation brusque n'est survenue que depuis deux jours, en réponse à une question pourquoi l'euro a connu une hausse à 210 DA depuis quatre à cinq jours. Concernant les raisons de cette nouvelle montée en flèche, l'un d'eux nous dit que cela était dû peut-être au retour de la vague des hadjis. Vrai ou faux, peut importe, puisque l'inflation est là. Une situation alarmante pour le peuple qui s'ajoute à la longue liste des problèmes socio-économiques auxquels la société algérienne fait face aujourd'hui. Déjà que le nouveau plan du gouvernement, pour ce qui est du mode de financement conventionnel, n'a pas fini de susciter moult polémiques et bruits sur l'ensemble du pays. Ajouté à cela, avec la montée constante de l'euro que ne fait que rendre la tâche plus compliquée pour le peu de personnes qui peuvent encore voyager. A cette allure, se permettre des vacances à l'étranger à l'avenir relèverait d'un rêve lointain pour des milliers d'Algériens appartenant à la classe moyenne. Le pouvoir d'achat n'a pas manqué de saigner les ménages d'année en année. C'est dire que la situation économique du pays se dégrade de plus en plus.



PHD. R.

Comparativement à nos voisins, tunisiens et marocains, où pourtant le mode de vie est nettement moins élevé qu'en Algérie, la liberté de change ainsi que l'ouverture du secteur bancaire est aux antipodes de celui de chez nous. A ce propos pour rappel, les Marocains et les Tunisiens, pour voyager, ont droit à 3 500 et 3 000 euros par an. Tandis que les Algériens, leur allocation touristique se réduit à 120 euros. Une somme considérée comme une honte par tous pour peu qu'elle puisse être utile. Par ailleurs à l'exorbitance de la devise, dans certaines régions, à l'instar de Tizi-Ouzou, celle-ci se fait encore rare.

Région de Tizi-Ouzou: En plus de sa flambée, l'euro se fait rare

«Je voulais acheter 4 000 euros pour les prendre avec moi en France car j'ai eu mon visa d'études, et croyez-moi j'ai sillonné toute la région de Béni Douala, me suis entretenu avec tous les revendeurs en noir connus de la région et je n'ai pu acheter que 300 euros», a déploré Nassim, un jeune étudiant habitant la localité. Ainsi, la pénurie de l'euro lorsqu'il s'agit de grosses sommes, même cédées à des prix chers, se font désirer. Un fait contradictoire

pour la wilaya de Tizi-Ouzou au vu du taux élevé d'émigrés connus pour la région. «C'est l'explosion de la demande qui a fait que malgré la disponibilité de liquidités ici, ces derniers temps, il est difficile de se procurer de grosses sommes», nous a expliqué Ali un revendeur de devise en gros et réputé dans le domaine.

En somme, pour ce faire, certaines personnes font la commande plusieurs jours à l'avance, si ce n'est des semaines pour avoir la somme voulue. Ainsi, en plus de sa cherté, l'euro connaît des pénuries dans certaines wilayas.

Y. D.

Hausse des prix des produits agricoles

Les explications du ministère du Commerce

Le département du commerce impute comme à l'accoutumée, la hausse des prix des produits agricoles sur le marché de détail à la logique de l'offre et de la demande, précisant que c'est par suite de la baisse de production des produits saisonniers que les prix ont recommencé à repartir à la hausse. Invité de la rédaction de la Chaîne III, de la Radio nationale, Abdelaziz Ait Abderrahmane, souligne que parmi les produits agricoles qui font l'objet d'une hausse des prix figure, en particulier, la tomate dont le coût est passé de 50 à 180, voire 200 DA le kg. Le responsable du ministère du Commerce considère qu'il faut impérieusement créer des unités de transformation des productions excédentaires de tomate, afin d'éviter une forte chute de leur prix sur les marchés de gros et du coup motiver l'agriculteur à produire de nouveau.

Toujours sur la question de la dérégulation du marché, le DG de la régulation et des activités commerciales avance à nouveau l'argument de l'impact de l'offre et de la demande. Il cite l'exemple du mois de ramadhan où les prix étaient restés raisonnables grâce à une forte production qui a permis, explique-t-il, de faire face à une forte demande des consommateurs. «C'est simple, lorsqu'il y avait eu une offre, comme durant le mois de ramadhan, il n'y a pas eu de flambée des prix, en raison de la période de plein champ des légumes», indique-t-il. Un argument qui ne tient pas la route comme à chaque fois d'ailleurs. En l'espace d'une semaine, les prix n'ont pas cessé de s'envoler. Aux différents marchés de la capitale, une grande marchandise est exposée. C'est l'embarras du choix. Mais les prix affichés par les commerçants font fuir le client.

Afin de faire face à une éventuelle monnaie des prix, Abdelaziz Ait Abderrahmane, qui reconnaît tout de même une dérégulation cyclique des activités commerciales, préconise que lorsqu'il y a surproduction, il faudrait pouvoir disposer de mécanismes pour la récupérer et la canaliser vers des unités de production, vers les chambres froides ou vers l'exportation. Le directeur général de la régulation des activités commerciales reconnaît aussi la part des circuits de distribution dans cette dérégulation et profite de l'occasion pour annoncer des initiatives de son ministère et celui de l'Intérieur avec l'ouverture de nouveaux espaces de vente. Il fait état d'un vaste programme initié par les deux ministères, à l'effet de créer des marchés de gros et des marchés couverts de proximité pour stabiliser la chaîne allant de la production à la consommation. Il y a lieu de

signaler qu'en l'absence de contrôle, la hausse des prix a touché la totalité des produits agricoles. Ainsi, les prix des légumes et fruits demeurent inabordable pour le simple citoyen. La pomme de terre est affichée à pas moins de 80 DA. L'oignon également est à 70 DA.

Côté fruits, le prix moyen des pommes locales a fortement augmenté à 150 DA/kg et celui des dattes à 700 DA/kg. Le prix des raisins, fruit de saison, a aussi enregistré une hausse. Actuellement son prix ne descend pas en dessous de la barre de 150 DA. La nectarine est proposée à 350 DA. Ces hausses ont touché aussi les prix des légumes secs et ceux des produits d'épicerie. Les augmentations sont fréquentes. Il suffit qu'un produit augmente, le reste suit automatiquement.

Louiza Ait Ramdane

Le plan d'action aujourd'hui devant le Sénat

Les arguments de Ouyahia

■ Après l'adoption à la majorité à l'APN jeudi dernier, le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, présentera aujourd'hui devant le Conseil de la nation une communication sur le Plan d'action du gouvernement qui, durant deux jours, sera débattu en séance plénière, par les sénateurs.

Par Lynda Naili

Le volet économique et financier du plan d'action du gouvernement s'étant taillé la part du lion, Ouyahia a défendu bec et ongles sa politique, notamment celle de la planche à billets qu'il présente comme étant la solution provisoire, ultime à la situation de crise actuelle qui «permettra la pérennité de l'Algérie». «Nous devons rendre grâce à Dieu que nous avons apporté cette solution (la planche à billets) et que nous avons fait éviter au peuple le recours au FMI», a-t-il répondu jeudi dernier lors de la séance consacrée aux réponses aux interventions des députés. A ce titre, détaillant le contexte financier du pays, il dira que la croissance économique nationale par secteur est de 17,03% pour les hydrocarbures, l'agriculture de 12,02%, les services de 27,07% et l'industrie de 5,6%. Estimant que «le développement de l'économie se fait à travers le taux de croissance économique». Laquelle croissance dira-t-il, tirée par les recettes des hydrocarbures établies à 7,07%, était en 2016 de 3,03%, contre 3,07% en 2015. Une baisse due, expliquera-t-il à «la régression des projets, au manque de liquidités, à l'arrêt du secteur du bâtiment». Toutefois, soulignera-t-il, «avec 3,03% de croissance, l'Algérie pouvait mieux faire, mais elle n'est pas tombée en panne». De ce fait, pour la diversification de l'économie nationale à travers notamment les exportations, «nous devons gagner la bataille de la qualité et celle de la compétitivité de la production nationale qui peine encore à pénétrer le marché international», déclarera-t-il. Justifiant ainsi la décision de renflouer le Fonds national de l'investissement (FNI) à travers le recours au financement non conventionnel. Aussi, demandant aux parlementaires leur aval concernant ce mode de financement, il promettra une reprise du rythme de la croissance induite



Ph/D. R.

notamment à travers la politique d'investissement qui, dira-t-il, «connaîtra un sursaut grâce à la levée des obstacles freinant l'investissement particulièrement ceux ayant trait au foncier, à la prise de décision au niveau local». Dans ce contexte, sur les montants accordés aux investisseurs pour des projets qui n'ont pas abouti, il reconnaîtra que «la politique d'information des pouvoirs publics est quelque peu faible». A ce propos, il évoquera les données de l'ANDI selon lesquelles de 2000 à 2016, 50 800 projets ont été réalisés et entrés en service créant ainsi 527 000 postes d'emploi. En 2016, en dépit des conditions financières difficiles, 1 557 projets d'investissements économiques ont été lancés.

D'autre part, estimant que «le trésor considéré par certains concernant la masse monétaire de l'informel», «un trésor qui peut régler nos problèmes, une fois

récupéré», taquinera-t-il, pour lequel l'introduction de la finance islamique avant la fin de l'année en cours dans le circuit bancaire national serait un réponse certaine au recouvrement de l'argent de l'informel, le Premier ministre dira compter sur les banques (publiques) pour proposer des produits bancaires attractifs à même de convaincre les détenteurs de cette somme qui circule à un grand taux dans les milieux commerciaux islamistes. En outre, considérant erronées les données transmises par le rapport de la Cour des comptes, publié en novembre 2016 et couvrées de l'année 2014, au sujet des 12 000 milliards DA, valeur de la fiscalité non recouvrée sur 5 ans, Ouyahia dira que «certains ont dit que si nous récupérons 12 000 milliards DA, nous pourrions régler tous nos problèmes. Il y a dans cette somme, 7 000 milliards DA représentant les amendes prononcées par les tri-

bunaux depuis des années». S'adressant aux députés, il indiquera que «des juristes siégeant dans cette assemblée, connaissent bien la règle de prescription des affaires judiciaires qui ne permet pas le recouvrement de ces fonds». Aussi, assurant que le recouvrement du montant de cette fiscalité était en cours à travers les démarches menées par les services du ministère des Finances, il soulignera que les chiffres de la Cour des comptes au cours des dernières années n'ont pas toujours été précis du fait qu'ils tiennent compte de la valeur des sommes non recouvrées dues aux entreprises publiques dissoutes, la dernière remontant à 1998 avec 1 900 milliards DA de fiscalité, des chiffres que la Cour des comptes prend en considération, a-t-il précisé.

En outre, sur le déficit de la finance fiscale, relevé par les économistes, donnée aux investisseurs à travers les incitations, Ouyahia, tout en affirmant le maintien de ces mesures au profit des projets créateurs de richesses et d'emploi, soulignera que le recouvrement des montants conduits par ces incitations se fait dans la durée. «Ce n'est pas une culture de serres», dira-t-il, citant ainsi l'exemple du régime de convention sur 10 ans donné à l'investissement touristique.

Les subventions publiques 2018 tant que nous n'avons pas achevé l'étude engagée avec les partenaires sur la rationalisation des subventions, la politique actuelle sur cette question demeurera telle qu'elle pour les produits de grande consommation. Une fois l'étude terminée, on ira à l'arrêt de ces subventions non pas auprès de pauvres

LA QUESTION DU JOUR

La résignation de Baghdad

Suite de la page une

Le dialogue auquel les invite Baghdad leur convient parfaitement, sauf qu'ils préfèrent l'entamer après le référendum, sur l'issue duquel ils n'entretiennent pas de doute, c'est-à-dire somme toute en position de force. Ils se sont arrangés aussi pour avoir d'autres cartes en main, dans la perspective de ce dialogue, comme le fait d'impliquer d'autorité d'autres provinces dans le référendum. Pour autant, la partie est loin d'être gagnée d'avance, elle ne fait au contraire que commencer. Elle sera d'autant plus difficile et compliquée à mener qu'il faut compter aussi avec les pays de la région renfermant des communautés kurdes, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sont pas dans les mêmes dispositions d'esprit que Baghdad. Aucun ne se laissera amputer d'une partie de son territoire. Damas promet déjà de payer d'un massacre ses propres kurdes s'ils s'avisent de profiter de leur situation de protégés des Etats-Unis et des circonstances. On connaît les sentiments de la Turquie. On peut imaginer ceux de l'Iran, qui ne dit rien mais qui sûrement n'en pense pas moins. Est-ce sur ses voisins que table l'Irak pour conserver son intégrité territoriale, pour échapper à la mutilation ? Tout porte à le croire en tout cas. Des quatre lui seul ne peut pas garder ses Kurdes dans son giron par la force. Il s'est résigné à la séparation, mais il n'a pas perdu tout espoir de l'éduquer, comptant en cela non pas sur ses moyens propres mais sur ceux de ses voisins qui sont dans le même cas que lui, et dont il sait qu'eux ne s'embarrasseront pas le cas échéant de ses scrupules. Cela dit, son attitude se comprend mieux pour le moment à la lumière non pas de celles de ses voisins, mais de celle du pays qui se trouve confronté lui aussi à une menace de sécession : l'Espagne. Madrid est si peu disposé à se laisser dépouiller de la Catalogne qu'il est déterminé à ne pas même laisser le référendum d'autodétermination se tenir. Qui laisse faire, en effet, est prêt mentalement à consentir.

M. H.

Ain El Melh / M'sila

Guitouni procède à la mise en service de la centrale solaire

Le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni, a procédé dimanche dans la wilaya de M'sila à la mise en service de la centrale solaire photovoltaïque de la commune d'Ain El Melh, située à 120 km au sud-ouest du chef-lieu de wilaya. D'une capacité de 20 mégawatts, cette centrale solaire photovoltaïque pour la production d'énergie électrique est la première du genre dans la capitale du Hodna et dont la réalisation a nécessité la mobilisation d'un investissement de près de 3,9 milliards de dinars. In situ, M. Guitouni a appelé à maîtriser les différents aspects liés aux énergies renouvelables notamment les volets de la gestion et la réalisation. «La gestion des énergies renouvelables se traduit par la maîtrise du coût de réalisation des installations et l'interconnexion réussie entre les différents sources d'énergies électriques», a considéré le ministre. M. Guitouni a, dans le même contexte, appelé à encourager l'investissement dans le domaine des énergies renouvelables et à introduire des formations relatives aux métiers de cette énergie soulignant que l'Algérie dispose «d'un gisement solaire estimé à 5 milliards gigawatts avec une durée d'ensoleillement dans les Hauts plateaux et le Sud de près 3 000 heures/an». Mettant en exergue les investissements colossaux dans le domaine de l'énergie et les efforts consentis par l'Etat dans l'amélioration de ce service névralgique, le ministre a insisté à dire qu'«il n'existe pas de projets d'énergie gelés» et que «les projets retenus seront relancés à la faveur d'une meilleure conjoncture économique». Le ministre de l'Energie devait poursuivre sa visite dans la wilaya de M'sila en procédant au raccordement au gaz naturel de 300 foyers dans la localité Z'ouaoula dans la commune de Meterfa avant de rejoindre le chef-lieu de wilaya, où il devra inspecter la société de maintenance des équipements industriels à Draâ El Hadja.

M. L.

gens «echaab el quellil», mais de ceux aisés et je commencerai par moi-même. Reconnaisant être dans «dans une arène minée», Ouyahia démentira les rumeurs colportées dont celles de l'augmentation des prix des prix induite par l'arrêt des importations ainsi que celle relative à la révision à la baisse des bourses universitaires.

L. N.

Complexe sidérurgique Sider El Hadjar-Annaba

Mise à feu du haut fourneau après un arrêt de deux semaines

■ Le haut fourneau n° 2 du complexe sidérurgique Sider El Hadjar (Annaba) a été mis à feu hier, après 18 jours d'arrêt à cause du problème de pénurie d'eau nécessaire au processus de production, a affirmé, hier à l'APS, le directeur général du complexe.

Par Yanis B.

«**L**a remise en service du haut fourneau a été effectuée normalement à 5h00 dans le respect des mesures techniques et de sécurité», a assuré le responsable du complexe qui a précisé que la coulée d'acier et la relance des opérations de production auront lieu «dans moins de 10 jours».

Le haut fourneau n° 2 du complexe Sider El Hadjar a été mis en veille, le 5 septembre courant,



PHD. R.

suite au problème de pénurie d'eau enregistré dans la wilaya d'Annaba et l'absence de ressources pour approvisionner en quantités d'eau suffisantes le complexe dont les besoins quotidiens en eau dépassent les

1 600 m³/heure. Des mesures exceptionnelles pour remédier à cette situation ont été prises, portant notamment sur l'exploitation des niveaux inférieurs des eaux du barrage Chafia (wilaya d'El Tarf) pour alimenter la popu-

lation d'Annaba et le complexe sidérurgique.

Il est également prévu, dans le cadre du plan d'urgence de satisfaction des besoins en eau de la région d'Annaba, d'assurer un approvisionnement «autono-

me» pour le complexe Sider El Hadjar. Celui-ci emploie 4 500 travailleurs et produit quotidiennement environ 1 400 tonnes d'acier liquide, selon les services de sa direction générale.

Y. B./APS

Ghardaïa

Engouement de la femme au foyer pour la formation

Les filières de formation professionnelle réservées à la femme au foyer suscitent un engouement prononcé chez les femmes Ghardaouïes sans emploi, révèlent des statistiques de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels. Pas moins de 217 femmes au foyer se sont inscrites pour acquérir une formation qualifiante de courte durée, notamment dans l'art culinaire, l'habit traditionnel, le tissage traditionnel, la broderie, la couture et la coiffure dames, précisent ces statistiques affichées lors de la cérémonie de la rentrée professionnelle de septembre 2017. L'engouement des femmes au foyer pour la formation s'explique par les possibilités de développer par cette catégorie une activité pour subvenir aux

besoins de leurs familles et créer, dans le cadre des dispositifs de soutien à l'emploi, une micro-entreprise, a indiqué à l'APS le directeur du centre de formation de Daya-Ben-Dahoua, Brahim Ouled Kouider. De nombreuses femmes au foyer ayant suivi une formation dans les établissements de formation ont réussi à créer leurs propres micro-entreprises, notamment dans les créneaux de l'art culinaire et la pâtisserie, la confiserie traditionnelle et le tissage, a-t-il précisé, relevant toutefois le peu d'intéressement des jeunes à la formation professionnelle. Ce peu d'engouement a été confirmé par le nombre d'inscrits pour la rentrée en cours qui avoisine les 2 520 apprenants, tous modes de formation confondus, sur un nombre de plus de 6 750

postes pédagogiques proposés et cela malgré les portes ouvertes et les séances de sensibilisation organisées dans le but de permettre aux jeunes de prendre connaissance des filières ouvertes dans les différents centres de la wilaya. Un total de 6 751 postes de formation a été prévu à Ghardaïa pour cette rentrée, dont 1 664 en apprentissage et 2 730 en formation résidentielle, a-t-on encore fait savoir avant de signaler que 240 postes pour la formation-passerelle et 300 pour les cours du soir sont également ouverts pour accueillir dix nouvelles spécialités introduites dans la formation pour cette session, dont la mécanique et la réparation d'engins agricoles, la soudure-tuyauterie, l'électronique automobile, l'hôtellerie, la sécurité indus-

trielle, l'électrotechnique, la gestion et économie de l'eau ainsi que le marketing. Au plan des infrastructures, la wilaya dispose actuellement de 27 établissements de formation professionnelle, à savoir un Institut national spécialisé de la formation professionnelle (INSFP), 20 centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA), une annexe et cinq écoles privées, offrant, au total, 4 850 places pédagogiques. Un nouveau INSFP à El-Menea, deux CFPA à Oued N'chou et Métlili El-Djadida et un institut de formation à Oued N'Chou ainsi que deux internats de 60 lits à Hassi-Lefhel et 120 lits à Guerrara sont en cours de réalisation afin de renforcer et d'améliorer les conditions d'accueil des effectifs stagiaires.

Samah T.

Aït Smaïl/ Béjaïa

La délinquance juvénile au menu d'une journée de sensibilisation

Une cinquantaine de participants entre jeunes, représentants d'associations et d'établissements scolaires, parents d'élèves etc., ont pris part à une journée de sensibilisation sur «La délinquance juvénile» organisée, hier, par l'association Rassemblement, action, jeunesse (RAJ) à la maison de jeunes de la commune d'Aït Smaïl. La rencontre qui a été animée par des spécialistes en la matière a été dédiée à Sonia Idir, une jeune collégienne de la localité assassinée en 2009. Au programme de la journée, un marathon intitulé «Pour le respect et la non-violence», une projection d'un film documentaire de Mohamed Messaoudi sur «le piège de la toxicomanie», suivie d'une série de conférences sur le thème de la violence. Ainsi, dans une conférence-débat intitulée

«Violence juvénile, causes et remèdes», Mohamadi Khadidja, psychologue et responsable de la cellule d'écoute et de prévention à la maison de jeunes de Souk El-Tennine, a développé les causes pouvant conduire les jeunes à devenir toxicomanes, notamment la fréquentation, l'absence des parents, la dislocation de la cellule familiale, l'échec scolaire, l'absence de loisir, la rupture du dialogue, l'absence d'autorité, etc. Elle a proposé quelques remèdes dont la prévention en premier lieu, avec la surveillance par les parents de leur progéniture, l'exercice de l'autorité, la communication et l'écoute, etc. Il y a également des solutions pratiques si le sujet est violent, ceci par la prise en charge dans les centres spécialisés. Mahrez Bouaïche, enseignant et

chercheur en sciences humaines à l'université de Béjaïa, a développé le thème : «Mouvement associatif et le défi de la lutte contre la violence dans la société». Il a relevé le rôle que peut jouer celui-ci dans la lutte contre la violence avec l'insertion des jeunes dans le groupe, la pratique d'une activité où le jeune pourra dépenser son énergie positivement et se sentir utile, la discussion, etc. Rachid Rebai, enseignant encadreur au lycée d'Aït Smaïl, s'est penché sur le problème de la violence dans le milieu scolaire qui a pris des proportions alarmantes ces dernières années. «Il faut séparer le monde scolaire du monde extérieur par la sensibilisation contre les fléaux sociaux existants dans la société et par l'éducation. Autrement dit, il faut armer les élèves par des connais-

sances sur ces questions et surtout les conséquences sociales, psychologiques, matérielles pouvant résulter des actes de violence». La journée de sensibilisation s'est clôturée par une remise de prix et l'inauguration d'une plaque commémorative à la mémoire de Sonia Idir. Selon les organisateurs, cette journée a été l'occasion de débattre du phénomène de la délinquance juvénile qui a pris une ampleur inquiétante dans la société, mais aussi de rendre hommage à la défunte. Pour rappel, la jeune collégienne a été assassinée le 26 avril 2009 à la sortie du CEM Zemmouri-Amer de Targeglat où elle suivait sa scolarité. Son assassinat avait suscité une grande indignation parmi la population de la région.

Hocine Cherfa

La loi sur la monnaie demain devant la Commission des finances de l'APN

Le financement non conventionnel rigoureusement encadré

■ Le projet de loi portant amendement de l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit en vigueur sera présenté demain par le ministre des Finances devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), a appris l'APS auprès de cette institution parlementaire.

Par Lamia H.

Le projet de loi modifie et complète l'ordonnance de 2003 en introduisant un article 45 bis qui stipule que «la Banque Algérie procède, dès l'entrée en vigueur de la présente disposition, à titre exceptionnel et durant une période de cinq années, à l'achat directement auprès du Trésor, de titres émis par celui-ci, à l'effet de participer, notamment à la couverture des besoins de financement du Trésor, au financement de la dette publique interne et au financement du Fonds national d'investissement (FNI)».

En outre, l'article 45 bis note que «ce dispositif est mis en œuvre pour accompagner la réalisation d'un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires devant aboutir, au plus tard, à l'issue de la période susvisée, notamment au rétablissement des équilibres



P.V.D.R.

de la trésorerie de l'Etat et de l'équilibre de la balance des paiements. Un mécanisme de suivi de la mise en œuvre de cette disposition, par le Trésor et la Banque Algérie, est défini par voie réglementaire».

Dans l'exposé des motifs, les concepteurs de ce projet de loi expliquent tout d'abord que l'Algérie fait face, depuis près de quatre années, à un «choc externe sévère» découlant de la chute des prix sur le marché pétrolier mondial. Cette situation a eu pour conséquence «une baisse importante de plus de 50% des recettes tirées des exportations d'hydrocarbures». Cette baisse a impacté négativement, d'une part, la balance des paiements

qui a enregistré dès 2014 un déficit qui s'est aggravé en 2015 et 2016 et, d'autre part, le budget de l'Etat dans un contexte marqué par la poursuite de l'effort de développement. «C'est ainsi que l'épargne publique a été complètement consommée, ce qui a conduit le Trésor à mobiliser des ressources additionnelles», note le texte portant l'exposé des motifs dont l'APS a obtenu une copie. «Un emprunt obligataire national a été levé. En outre, le Trésor a bénéficié de dividendes substantiels prélevés sur les résultats de la Banque d'Algérie. En dépit de tous ces apports, le besoin de financement du Trésor pour l'année 2017 demeure supérieur à 500 milliards DA».

Le maintien des prix sur les marchés pétroliers, à leur niveau actuel, «accentuera les tensions sur la trésorerie de l'Etat, à court et à moyen terme».

Cette perspective «fait donc peser un risque majeur sur la capacité de l'Etat à poursuivre ses efforts de développement économique et social. D'autant que le marché monétaire et financier interne voit ses capacités se contracter, limitant ainsi les capacités de financement des investissements économiques», prévient l'exposé des motifs.

Rappelant que les pouvoirs publics «ont judicieusement prohibé le recours à l'emprunt extérieur» pour compenser la crise

financière que traverse le pays, le même texte note que le gouvernement a donc décidé de recourir à un instrument de financement mis en œuvre ces dernières années à travers le monde, connu sous la dénomination de «financement non conventionnel» ou d'«assouplissement quantitatif». Cet instrument, apparu pour la première fois au Japon dans les années 1990, a été utilisé aux Etats-Unis puis en Europe, à la suite de la crise financière mondiale apparue en 2007. En vue d'introduire ce nouvel instrument, le gouvernement a élaboré ce projet de loi portant amendement de la loi sur la monnaie et le crédit : «Il s'agit d'un amendement à caractère transitoire dont l'application est limitée dans le temps», précise l'exposé des motifs qui ajoute que l'objectif de cet amendement est d'«autoriser la Banque d'Algérie, à titre exceptionnel et durant une période de cinq années, à procéder à l'achat direct de titres émis par le Trésor». Ceci en vue «de couvrir les besoins de financement du Trésor, de financer le remboursement de la dette publique interne, et ce, en particulier, les titres de l'emprunt national pour la croissance levé en 2016, les titres du Trésor émis en contrepartie du rachat de la dette bancaire de Sonelgaz et les titres du Trésor émis au profit de la Sonatrach en compensation du différentiel sur les prix des carburants importés et de l'eau dessalée». Il s'agit aussi, dans le cas échéant, de «permettre au Trésor de doter en ressources le Fonds national d'investissement (FNI), au titre des prises de participation de l'Etat dans des investissements ou de financements à long terme de programmes publics d'investissements». Cet instrument non conventionnel dont l'objet est de permettre la mobilisation par le Trésor de financements exceptionnels, revêt un caractère transitoire, limité dans le temps à cinq années. Toutefois, avise l'exposé des motifs, son utilisation «doit être rigoureusement encadrée et soumise à un suivi continu». Il est également mentionné que le recours à cet instrument est destiné à «accompagner un programme de réformes structurelles économiques et budgétaires qui, grâce à une rationalisation de la dépense publique et à une optimisation des recettes fiscales, doit aboutir, au plus tard à l'issue de la période considérée, au rétablissement des équilibres macroéconomiques et financiers (les équilibres de la Trésorerie de l'Etat et l'équilibre de la balance des paiements)». Le contrôle de la mise en œuvre de cette disposition, à travers le suivi de critères de performance, avance-t-il, «est assuré par un mécanisme qui sera institué par voie réglementaire».

Céréales

Production record de lentilles

La campagne moisson-battage 2016-2017 s'est soldée par une légère augmentation de la production céréalière par rapport à la saison précédente, tandis qu'une production record a été enregistrée pour les lentilles, a appris l'APS auprès du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Ainsi, la production céréalière a atteint 34,8 millions de qx lors de la saison 2015-2016. Présenté lors de la réunion du comité national de préparation, de suivi et d'évaluation de la campagne céréalière (labours-semailles et moisson-battage) au ministère chargé de l'Agriculture, ce pré-bilan indique que 57% des productions céréalières obtenues sont constituées de blé dur avec une production

de plus de 20,03 millions qx, et 28% des productions obtenues sont formés d'orge pour un volume de plus de 9,68 millions de qx. Durant la campagne 2016-2017, il est constaté que la superficie moissonnée a augmenté par rapport à celle de la saison précédente. Ainsi, la superficie moissonnée a été de plus de 2,35 millions d'hectares (ha), soit 91% de la superficie déclarée à moissonner qui est de près de 2,58 millions ha, contre plus de 2,2 millions ha durant la campagne précédente. Selon la même source, 50% des superficies récoltées sont constituées de blé dur, soit plus de 1,17 million ha, et 32% des superficies récoltées sont constituées d'orge, soit 762 331 ha. Sur la base de la production globale réalisée, le rendement moyen de cette année a été de 15 qx/ha, en baisse par

rapport à la saison 2015-2016 qui avait enregistré un rendement de 16 qx/ha. Le ministère attribue ces faibles rendements enregistrés au «sévère stress hydrique» connu lors de cette campagne (période cruciale pour le grossissement du grain). Concernant la collecte de la production, le pré-bilan du ministère affiche un volume collecté par les Coopératives de céréales et de légumes secs (CCLS) de plus de 16,18 millions qx contre plus de 14,82 millions qx collectés lors de la campagne précédente. Il est signalé que 84% du volume globale collecté par les CCLS sont constitués de blé dur, soit plus de 13,65 millions qx. Mis à part le stress hydrique, le ministère considère que la campagne moisson-battage 2016-2017 s'est déroulée dans de «bonnes conditions», à la faveur des

mesures d'encadrement technique, économiques et d'organisation prises par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI) et des instituts techniques et scientifiques. Evoquant les légumineuses alimentaires, le pré-bilan fait état d'une production de 1,08 million qx contre 746 098 qx lors de la saison précédente. La production de lentilles obtenue à ce jour n'a jamais été égalée avec 223 810 qx produits en 2017 contre 96 376 qx en 2016 (49 454 qx en 2015 et 53 409 qx en 2014). Ce résultat a été obtenu grâce au programme de résorption de la jachère mis en place lors de cette campagne, souligne le ministère. La superficie emblavée pour les légumineuses est de 107 415 ha contre 81 777 ha durant la saison écoulée, soit une hausse de 30%.

Selma N.

L. H./APS

Béjaïa

Des milliers de personnes à la fête du noyer à Kendira

■ Des milliers de visiteurs ont afflué samedi vers le centre de la localité d'Ihabachene (Kendira), à 60 km au sud de Béjaïa, pour prendre part à la fête du noyer, arbre emblématique de la région.



Par Safia C.

Une animation particulière a régné avec des jeux (coursages enfants), des concours, notamment culinaires et de dessins et des expositions de produits agricoles du terroir, notamment l'inévitable figue

sèche, des maraîchages et des fruits de saison dont le raisin et la figue verte. Des produits d'artisanats fabriqués à base de bois du noyer (El Gassaa, assiettes et couverts) et de vannerie, très recherchés et singulièrement développés dans la région, y étaient également étalés.

Les visiteurs, venus d'horizons divers, se sont délectés, en arpentant les différents stands, en prenant part aux dégustations de fruits offerts ou en participant à une randonnée à travers les vergers, ponctuée par à un repas traditionnel servi dans l'ancre de l'école du village.

Beaucoup de convivialité, en somme, dont la consonance en

« fait à résonné comme un appel de détresse pour reprendre en main cette culture, autrefois très abondante, nourricière et mobilisant des centaines de familles, mais qui, depuis quelques années, commence à périr. L'exode, la sécheresse, le non renouvellement des vergers en sont les raisons essentielles. Il y a de la replantation, mais elle est infime. Tout le verger repousse de façon sauvage, se désolent à l'ami Said, un des producteurs les plus en vue, qui arrive, bon an, mal an, à collecter pas moins de 40 quintaux de cerneaux par an et qui lui assure à chaque fois un revenu décent sans compter la vente en l'état de l'écorce de noyer (essouak), revendu à 50 DA le bout.

« Il y a de quoi y vivre décemment. Voire plus pour peu que l'on daigne agrandir les vergers et leur assurer une irrigation régulière », croit-il savoir avant de sérier telle une litanie, toutes les utilisations possibles de ce type de bois, très recherché dans la sculpture, l'immobilier (parquets, escaliers et les aménagements d'intérieurs). Il y a une véritable industrie à développer d'autant que toute la région des Babors sur une distance de plus de 50 km en est totalement truffée.

En tout état de cause, l'événement, organisé par l'association éco touristique Assirem Gouraya en collaboration avec la municipalité de Kendira, par-delà son caractère commercial et festif, vise la réhabilitation,

voire la relance de cette culture qui est porteuse d'un véritable pari sur l'avenir, a fortiori en cette période de substitution volontaire aux hydrocarbures.

« Cette région autant que tout l'arrière-pays de la wilaya sont porteurs d'un potentiel économique insoupçonné. Il suffit de le sonder et d'intéresser les investisseurs sur ses opportunités pour le faire éclore », souligne le président de l'association, Amar Rabhi, qui n'exclut pas de trouver en ces fêtes un moment idéal de sensibilisation.

S. C./APS

Une opportunité pour l'économie productive Annaba : 1^{er} Salon national de la sous-traitance

LE 1^{er} SALON national de la sous-traitance ouvert samedi à Annaba constitue une opportunité pour les entreprises nationales de conclure des partenariats économiques productifs, ont assuré les organisateurs. Quarante entreprises publiques et privées exposent, durant ce Salon qui se tient à la maison de la culture et des arts Mohamed-Boudiaf, selon les organisateurs qui notent que le développement de la sous-traitance est tributaire « d'un côté de la connaissance des besoins des entreprises et de l'autre, des capacités productives réelles des entreprises ».

Initié conjointement par la Chambre de commerce et d'industrie CCI-Seybous et l'université Badji-Mokhtar, ce Salon de trois jours permet aux opérateurs exposants de faire connaître les capacités de production de biens et de services. Outre les grandes entreprises nationales dont le Complexe Sider El Hadjar, Ferovial, la Société des travaux maritimes de l'Est, le groupe des ciments GICA et l'Algérienne des textiles, le Salon a choisi durant sa première édition la société CITAL de montage de trames de tramway comme « modèle prometteur » de la sous-traitance. Entrée en activité en 2015, CITAL fonctionne actuellement avec un taux d'intégration nationale de 30 % grâce à des sous-traitances avec 20 entreprises locales et nationales de production de câbles et articles en plastique et en verre en plus de 60 autres entreprises assurant des services de maintenance, est-il indiqué. Des micro-entreprises de jeunes et des bureaux d'études participent également à cette manifestation économique.

R. R.

Oran

14 ha d'arbustes détruits par les flammes à la forêt d'Arzew

Un incendie, qui s'est déclaré ce week-end à la forêt de Sidi Benyebka relevant de la daïra de Arzew (est d'Oran), a détruit plus de 13,7 hectares d'arbustes, a-t-on appris samedi des services de la protection civile. L'intervention rapide des éléments de la Protection civile a permis de maîtriser l'incendie et d'empêcher la propagation des flammes vers d'autres espaces de cette forêt qui connaît, ces dernières années, une opé-

ration de reboisement après avoir fait l'objet en été 2014 d'un grave incendie ayant détruit 1 200 ha et nécessité une intervention d'une semaine des sapeurs pompiers, selon la même source. L'incendie, déclaré dans la nuit de jeudi à vendredi derniers, a détruit un couvert végétal d'arbustes en phases de croissance alors que l'opération de reboisement de cette forêt se poursuit dans le cadre d'un plan spécial. L'opération d'intervention

a mobilisé 124 agents de différents grades dont le directeur de wilaya de la Protection civile, le colonel Mohamed Ferroukhi, 16 camions citernes, des ambulances et autres engins dont des grues pour l'ouverture de pistes, a-t-on signalé. Une enquête est ouverte par les services compétents sur les circonstances de cet accident dont les causes sont jusqu'alors inconnues.

Constantine

Inauguration en novembre de la bibliothèque de Bab El Kantara

La bibliothèque urbaine, réalisée au quartier Bab El Kantara, au centre ville de Constantine, ouvrira ses portes en novembre prochain, a annoncé samedi le directeur des équipements publics (DEP), Mohamed Zegadi.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que les travaux de cette structure culturelle ont été achevés et qu'il « ne reste que les dernières retouches », parallèlement à l'installation des équipements modernes en vue de son inauguration à l'occasion de la célébra-

tion du 63^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de libération.

Il a ajouté que « la découverte de vestiges archéologiques lors des premières opérations de terrassement pour le lancement de ce projet a obligé l'entreprise chargée de la réalisation à modifier son planning ».

La mise en service de cette bibliothèque urbaine permettra de mettre à la disposition des habitants de cette ville en particulier un « espace approprié » pour encourager les jeunes à la lecture à travers le grand

nombre de titres qui sera proposé aux lecteurs dans tous les domaines, selon le DEP. Cette infrastructure, réalisée dans un style architecturale maghrébin, s'ajoute aux autres structures culturelles affectées ces dernières années au bénéfice de la wilaya de Constantine dont la grande salle de spectacles « Ahmed Bey » (Zénith), les annexes de la maison de la culture réparties sur les daïras de la wilaya et autres commodités qui avaient fait l'objet de vastes actions de mise à niveau, a-t-il noté. Cette bibliothèque qui sur-

plombe la vallée de l'oued Rhumel, dispose d'espaces numériques dotés d'équipements sophistiqués, de salles de conférences, de lecture et d'Internet destinées à toutes les catégories d'âge.

La bibliothèque urbaine de Bab El Kantara, confiée à un bureau d'étude et une entreprise de réalisation algériens, fait partie des projets inscrits dans le cadre de la manifestation « Constantine, capitale 2015 de la culture arabe », et a nécessité la mobilisation de un milliard de dinars, a-t-on rappelé.

Dali Y.



Libye

L'Unesco appelle à préserver le site archéologique de Sabratha

■ L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) a déclaré avoir été informée par plusieurs sources que les opérations militaires étaient en train de s'intensifier aux abords et sur le site archéologique libyen de Sabratha, inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1982.

Par Sami Y.

Compte tenu de la situation, la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a appelé vendredi toutes les parties en présence à mettre un terme aux violences et à garantir la protection «du patrimoine culturel inestimable» de Sabratha, notamment du musée archéologique.

«J'appelle toutes les parties à assurer la sauvegarde du patrimoine culturel unique de Sabratha. J'en appelle à tous pour que les sites du patrimoine culturel et leurs environs immédiats ne soient pas pris pour cible ou utilisés à des fins militaires, conformément aux dispositions de la Convention de La



Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé», a déclaré la directrice générale de l'Unesco.

«Le patrimoine libyen est l'expression d'une mémoire commune du pays et sa protection est un élément clé de la réconciliation nationale, de la résilience et d'une paix durable. Le patrimoine culturel doit rester en dehors des conflits», a ajouté M^{me} Bokova.

«L'Unesco s'engage à travailler avec tous les professionnels de la culture en Libye pour renforcer les mesures d'urgence en faveur de la protection du patrimoine culturel et permettre d'évaluer, de documenter et d'assurer un suivi du patrimoine. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour aider les Libyens à protéger leur patrimoine, source de dignité et de confiance pour l'avenir de tous les Libyens», a poursuivi la directrice générale de l'Unesco. Comptoir phénicien drainant les produits de l'Afrique intérieure, le site archéologique de Sabratha fit

partie du royaume numide de Massinissa avant d'être romainisé et reconstruit aux II^e et III^e siècles. S. Y./APS

Sahara occidental/Maroc

L'UE et l'UA s'accordent sur la «labellisation» de leur prochaine rencontre, le Sommet UE-UA

L'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA) se sont accordées sur la «relabellisation» du prochain sommet entre Européens et Africains, prévu les 29 et 30 novembre prochain à Abidjan (Côte d'Ivoire), le sommet UE-UA, a affirmé samedi l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles, Amar Belani.

«Une convergence de vues s'est dégagée entre l'UA et l'UE sur la «relabellisation» du prochain Sommet UE-UA qui aura lieu à Abidjan, les 29-30 novembre 2017, dénommé lors des précédentes éditions Sommet UE-Afrique», a-t-il indiqué à l'APS.

Cette convergence entre l'institution panafricaine et l'institution européenne, a-t-il poursuivi, «vient ainsi mettre en échec les manœuvres et les pressions exercées par le Maroc sur l'institution européenne directement, ou par le biais de pays européens qui lui sont favorables, afin d'exclure du prochain Sommet la République arabe sahraouie démocratique (RASD), pays fondateur de l'Union africaine avec lequel le Maroc a accepté de siéger en adhérant à l'institution panafricaine et en procédant à la ratification de son acte constitutif, sans conditions et sans réserves».

En effet, une importante délégation de l'UA composée de plusieurs hauts responsables, dont le vice-président de la Commission de l'UA, Thomas Kwesi Quartey et la présidente du Comité des représentants permanents auprès de l'UA (Corep), Sidibe

Fatoumata Kaba, a séjourné du 14 au 16 septembre 2017 à Bruxelles.

Durant ce séjour, la délégation de l'UA a tenu, dans le cadre des travaux du comité conjoint chargé de préparer le 5^e Sommet UE-UA, des réunions de travail avec le Groupe africain des ambassadeurs à Bruxelles et a eu des entretiens avec de hauts responsables du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), dont la Secrétaire générale du SEAE, Helga Schmid.

La délégation de l'UA a rappelé, à cette occasion, à la partie européenne que la question du format du prochain sommet UE-UA a été tranchée suite aux décisions adoptées par les chefs d'Etat africains, et que par conséquent, le format de cette rencontre comprendra l'intégralité des pays représentés au sein de l'UA.

La délégation de l'UA a précisé, à ce titre, que des invitations pour participer au dit Sommet seront envoyées aux 55 Etats membres de l'UA. Les représentants du SEAE ont fait savoir à leurs interlocuteurs africains que l'UE s'en tiendra à la position exprimée par la délégation de l'UA.

Le Parlement européen a de son côté appuyé cette «relabellisation» du prochain Sommet d'Abidjan par la voix de sa Commission des Affaires étrangères (AFET) qui a adopté récemment un avis sur «le projet de rapport sur la stratégie UE-Afrique : un coup d'accélérateur au développement», avis dans lequel elle «considère le fait que l'UA

englobe l'intégralité du continent africain comme une avancée très positive vers l'intégration panafricaine et salue l'initiative visant à renommer le sommet UE-Afrique sommet UE-UA».

La Commission AFET au Parlement européen a affirmé, dans son avis, s'attendre «à ce que le prochain sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE) donne un nouvel élan et apporte de nouvelles idées pour adapter la stratégie UE-Afrique à un environnement en évolution rapide, compte tenu du rôle essentiel des développements en Afrique pour l'UE et ses intérêts stratégiques».

«Avec cette convergence de vues entre les deux organisations régionales, le Maroc est prévenu de toute tentative de mise en échec du prochain Sommet UE-UA dont il endossera l'entière responsabilité comme ce fut le cas lors de la tentative humiliante avortée à Maputo à l'occasion de la réunion ministérielle sur le développement de l'Afrique (TICAD-VI), tenue du 23 au 25 août dernier», a mis en garde Amar Belani.

Durant cette réunion ministérielle, la diplomatie marocaine a essuyé un cuisant échec, suite à la mobilisation des pays africains, en s'efforçant d'empêcher de manière «irrespectueuse» et «inconvenante», la participation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) à cette réunion, selon des diplomates présents à cette réunion. Ali T.

Tunisie

Ali Laarayedh invite le Front populaire à la modération

Le vice-président du Mouvement Ennahdha, Ali Laarayedh, a émis vendredi le souhait de voir le Front populaire adopter des positions modérées afin de garantir la stabilité du pays.

«Les positions modérées sont la meilleure voie pour garantir la réussite de la transition démocratique en Tunisie», a-t-il souligné en marge de la réunion du Conseil de la Choura qui a démarré vendredi dans la ville balnéaire de Hammamet et qui se poursuivra pendant trois jours.

«Bien qu'il soit proche de l'ancien régime et comporte des radicaux, le Mouvement Nidaa

Tounes fait preuve de souplesse et la modération», a-t-il cité en exemple.

«Le Mouvement Ennahdha est aujourd'hui la locomotive des courants islamiques en termes de modération, d'innovation, d'authenticité et de modernité et nul ne peut le rivaliser dans ce domaine», s'est-il félicité.

«A la faveur d'une lecture édicte de la nouvelle Constitution, plusieurs partis de l'ancien régime ont réussi à se débarrasser des pratiques exclusives à l'encontre du Mouvement Ennahdha et de certains partis de gauche», a-t-il encore argué. Moncef H.

Lutte anticorruption

Arrestation de deux hommes d'affaires à Sfax

DEUX HOMMES d'affaires à Sfax ont été arrêtés et assignés à domicile pour implication dans des affaires de corruption financière. Une déclaration, samedi, à l'agence TAP, une source gouvernementale a précisé que ces arrestations s'inscrivent dans le cadre de la campagne anticorruption menée par le gouvernement.

La campagne anticorruption se poursuit, a-t-il ajouté, précisant qu'une autre série d'arrestations de personnes impliquées dans des réseaux de corruption, de contrebande, d'évasion fiscale et de blanchiment d'argent est prévue dans les jours à venir. Une descente a été effectuée dans les entrepôts des deux suspects, Wadii Reki et Jawhar Damak, indique la même source, précisant que la marchandise précitée dans ces entrepôts a été saisie. Selon la même source, le gouvernement se penche depuis quelque temps sur les dossiers des deux hommes d'affaires et dispose de justificatifs prouvant leur implication dans des affaires de corruption. Ils sont poursuivis notamment pour importation au profit d'autrui, paiement de marchandise de manière illégale, falsification de factures et déclaration d'informations erronées. Ils sont également poursuivis pour importation de marchandise contrefaite, tunisienne et étrangère, et inondation du marché parallèle de marchandise illégale. Le 11 septembre courant, le Chef du gouvernement, Youssef Chahed, avait déclaré, lors d'une plénière consacrée au vote de confiance aux nouveaux membres du gouvernement, que son cabinet sera «un gouvernement de guerre contre le terrorisme, la corruption, le chômage et les disparités régionales». Chahed avait souligné «l'impératif de s'unir pour gagner la guerre menée par le gouvernement sur tous les fronts et réaliser les priorités fixées par le Document de Carthage».

Le gouvernement avait entamé, depuis mai dernier, une série d'arrestations d'hommes d'affaires dans le cadre de la lutte contre la corruption. M. H.



Séisme au Mexique

L'espoir de retrouver des survivants s'amenuise

■ L'espoir de retrouver des survivants dans les ruines s'amenuisait hier à Mexico, cinq jours après le séisme qui a fait au moins 307 morts. Mais les sauveteurs ne baissent pas les bras et continuent à ratisser les décombres.

Par Rosa C.

«**P**atience, nous attendons l'arrivée de caméras infrarouges qui vont pouvoir détecter les corps, nous allons pouvoir voir à travers les murs», a promis hier à l'aube le coordinateur technique de la Croix Rouge mexicaine, Ulises Zarate, sur la chaîne Televisa. Les nerfs de la population, déjà profondément éprouvés depuis le séisme de magnitude 7,1 de mardi, ont été à nouveau soumis à rude épreuve samedi par une nouvelle secousse de 6,1. Un temps interrompues, le contre-montre des opérations de sauvetage se poursuivait sur au moins cinq sites, selon la mairie, une trentaine de personnes étant encore portées disparues dans la capitale, selon son maire Miguel Angel Mancera. Samedi soir avec la tombée du jour, la fatigue et le désespoir pesaient plus fortement sur les familles qui campent depuis mardi devant un immeuble de bureaux en ruine du quartier branché de Colonia Roma, où pourraient encore être prisonniers plusieurs de leurs proches. Après avoir été rassurés par les explications de sauveteurs mexicains, américains et

israéliens, les familles ont donné leur accord pour qu'entrent des engins plus lourds afin d'accélérer les recherches. Un fauteuil rouge, une grosse climatisation, un énorme bout de toit et, vision insolite, un tableau apparemment intact montrant un magicien, ont été extraits des décombres dans la journée de samedi, ainsi que des centaines de seaux remplis de débris. «Ça nous a donné de l'espoir de voir qu'il sortait la climatisation parce que ça pourrait avoir dégagé un grand trou pour que les sauveteurs puissent entrer», confie Maria Soledad Dias, biologiste et amie d'un des nombreux comptables disparus. Le bruit du déblaiement, «c'est de l'espoir pour eux, ils savent qu'on les cherche», veut-elle croire. Mais à mesure que s'éloigne le délai critique des 72 heures, au-delà duquel les experts estiment que les chances de survie sont faibles, l'optimisme se fait plus rare. Même si les proches des disparus se souviennent des sauvetages «miracles» accomplis après le grand séisme de 1985 dans cette mégalopole de 20 millions d'habitants. Certains pleurent, d'autres prient devant la statue d'une vierge installée près de



Ph. D. R.

cet immeuble de l'avenue Alvaro Obregon devenu emblématique de la douloureuse attente des familles. Epuisés, certains secouristes jettent l'éponge. Les télévisions ont lancé des appels aux volontaires pour venir les relever. Pour remonter le moral des sauveteurs, un groupe de mariachis s'est installé dans le quartier de Roma-Condessa, et accompagne en musique les opérations de recherches. Depuis mardi, 69 personnes ont été sorties en vie d'immeubles effondrés à Mexico, a indiqué la Protection civile samedi. Son dernier bilan fait état

hier de 307 morts. Quatre Taïwanais, un Sud-Coréen, une Panaméenne, un Argentin et un Espagnol font partie de ces victimes. Le maire Miguel Angel Mancera l'a martelé sur Twitter samedi : «Les consignes et la priorité des équipes de secouristes sont de continuer les recherches et les sauvetages». Dans le sud de Mexico, à Tlalpan, les recherches ont aussi repris après une longue suspension qui avait profondément frustré les sauveteurs mexicains, dont certains ont pleuré, se serrant dans les bras devant les

décombres. Si ce nouveau séisme, dont l'épicentre est plus éloigné de la capitale que celui du 19 septembre, a été faiblement ressenti à Mexico, la peur a saisi les habitants encore choqués. Deux personnes sont mortes à Mexico d'un infarctus «à cause du séisme», selon la Protection civile. Près de l'épicentre, dans l'État de Oaxaca, la force de la secousse a détruit un pont, nettement coupé en deux, et causé la mort d'un homme et d'une femme, selon la Protection civile. Sous des bâches, assis sur des chaises en plastique, les proches d'une des victimes veillaient autour de son cercueil ouvert à Ixtlatepec. La zone a récemment été violemment frappée par un séisme de magnitude 8,2 – le plus puissant en un siècle au Mexique – qui a fait 96 morts. Le tremblement de terre de mardi est survenu 32 ans jour pour jour après celui de 1985 qui avait fait plus de 10 000 morts – jusqu'à 30 000 selon certaines estimations –. Les gestes de solidarité affluent du monde entier. Les footballeurs chiliens Arturo Vidal, et brésilien, Dani Alves, ont envoyé une vidéo de soutien à Leonardo Farias, huit ans, plongé dans un coma artificiel après avoir été sorti des décombres de l'école Rebsamen, où ont péri 19 d'enfants et six adultes.



Points chauds

Départ

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques mois encore Bruno Le Maire était considéré comme l'un des étoiles montantes de la droite. Certains pensaient même qu'il pouvait représenter le nouveau visage de Les Républicains et pourquoi pas un jour se présenter à la présidentielle avec de fortes chances de succès. Et si son essai de 2016, lors de l'élection primaire de la droite et du centre, s'était soldé par un échec, sa jeunesse lui laissait encore du temps pour gagner le cœur de l'électorat de droite. Après la débâcle de François Fillon lors de la campagne présidentielle, il aurait même facilement pu reprendre le flambeau et attendre patiemment une alternance en 2022. Mais l'ancien ministre de l'Agriculture en a décidé autrement et refusant d'attendre il a préféré rejoindre l'équipe d'Emmanuel Macron. Allant aujourd'hui jusqu'au bout de sa logique, Bruno Le Maire a décidé de quitter sa famille politique historique. En effet, transfuge de la droite, le ministre de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire annonce avoir quitté le parti LR pour rejoindre La République en marche (LRM), le mouvement du chef de l'État, dans un entretien publié par le *Journal d'hier*, le 24 septembre. «Les chefs de la droite n'ont pas conscience du moment historique où nous sommes. Ils devraient nous soutenir au lieu de faire le jeu des extrêmes. Je leur dis : soyez à nos côtés, mettez-vous à la hauteur des Français !», déclare Le Maire, qui appelle ses anciens camarades de droite à prendre «leurs responsabilités». «Pensez à votre pays avant de penser à votre parti», exhorte l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, qui précise qu'il n'a plus sa carte au parti Les Républicains. Comme le Premier ministre Edouard Philippe, le ministre de l'Action et des Comptes publics, Gérard Darmanin et le secrétaire d'État auprès de Nicolas Hulot, Sébastien Lecornu, Le Maire a été suspendu de ses fonctions au sein du parti de droite début juillet et était sous la menace d'une exclusion à l'automne. Un départ qui risque d'éclaircir les rangs encore de Les Républicains qui doivent dans quelques mois voter pour un nouveau président de parti et qui doivent réussir à convaincre les Français qu'ils ont un parti solide capable d'incarner l'opposition au gouvernement que Jean-Luc Mélenchon se targue de personifier. Reste à savoir si l'appel de Le Maire sera entendu et si d'autres cadres d'importance décideront de franchir le pas et de quitter Les Républicains ou si un sursaut à droite réussira à maintenir les rangs serrés. F. M.

Espagne

Dans le sud, inquiétude et dérision face au référendum catalan

José Jiménez en est convaincu : le référendum sécessionniste catalan «n'aboutira pas». Comme ce retraité de Cordoue, dans le sud de l'Espagne, beaucoup d'Andalous rejettent l'idée que la Catalogne prenne son indépendance. La Catalogne a beau être éloignée de l'Andalousie, des liens étroits les unissent. Nombreux sont ceux à y avoir émigré dans les années 1950 à 1970. On y recense aujourd'hui près de 600 000 Andalous. La crise ouverte par ses dirigeants séparatistes, décidés à convoquer un référendum d'autodétermination interdit par la justice le 1^{er} octobre, «est le sujet de discussion quotidien, au café, au travail», dit Juan Antonio Palmero, directeur d'une agence bancaire à Archidona, un village andalou aux maisons blanchies à la chaux. Sur cette terre d'oliviers, la préoccupation numéro un est la sécheresse. Mais les conséquences d'une éventuelle sécession inquiètent aussi. «Ce ne serait pas bon du tout, ni pour le commerce en général, ni pour le reste», explique Leocadio Corbacho, un entrepreneur de 71 ans qui travaille depuis ses 14 ans, et vend en Catalogne 25% de son précieux produit : du jambon coupé au couteau. «Ici le sentiment de rejet est très présent envers le projet souverainiste catalan», abonde Jesús Catena, un fabricant de meubles de la com-

mune de Lucena. L'Andalousie est la région la plus peuplée d'Espagne, avec 8,3 millions d'habitants en 2016, environ 800 000 de plus que la Catalogne. Le tourisme et l'agriculture y sont florissants, mais c'est l'avant-dernière des 17 régions espagnoles en terme de revenu par habitant, loin de la Catalogne qui figure en quatrième position. C'est pourquoi les Andalous entendent avec amertume «l'Espagne nous vole» des nationalistes catalans, qui se plaignent de donner plus à l'État espagnol que ce qu'ils reçoivent en retour. «Si tu pousses cette logique jusqu'au bout, l'Allemagne te dira qu'elle doit sortir de l'Union européenne, et en Catalogne, Barcelone pourrait dire qu'elle contribue davantage. C'est une discussion qui ne mène à rien», argumente José Miguel Trujillo, directeur d'un magasin d'articles de chasse à Archidona. «Depuis l'Andalousie, on observe cette fuite en avant avec beaucoup de frustration», explique Jean-Baptiste Harguindéguy, docteur en sciences politiques et sociales à l'université Pablo de Olavide de Séville. «C'est la région qui a le plus besoin de l'argent Catalan». Dans la rue, quand on pousse à réagir sur le référendum, les sentiments varient : indifférence, dédain, méfiance... et sarcasme. «Qu'ils votent ce qu'ils veulent. Et quand ils se retrouveront au chô-

mage, qu'ils se débrouillent. Ces gamins ne savent pas ce qu'ils veulent», s'exclame Diego Ortiz, un retraité d'Iznájar, petit village blanc perché sur un rocher et entouré par un lac. «C'est une affaire de politiciens qui veulent être les maîtres de la Catalogne, et au final, tout ça n'aboutit à rien», estime à ses côtés José Jiménez, un retraité aux yeux vifs, canne à la main, assis sur un banc à la porte d'un centre médical. Lope Ruiz, maire d'Iznájar, et Mercedes Montero, son homologue à Archidona, connaissent bien la Catalogne et affirment avoir de bonnes relations avec les maires auxquels ils ont rendu visite et qu'ils ont rencontré. «Les relations sont très bonnes, tant au niveau institutionnel que personnel», assure le premier. Mercedes Montero sera en Catalogne le 1^{er} octobre, célébrant la journée d'Archidona dans la ville industrielle de Sabadell. Elle reconnaît être «déçonnée» par les tensions apparues après l'arrestation mercredi de 14 personnes impliquées dans l'organisation du référendum. «Je ne pensais pas que ça provoquerait une situation aussi compliquée que celle qu'on est en train de vivre», explique la maire, qui espère pourtant que le président catalan, Carles Puigdemont, «revienne sur l'idée de tenir le référendum».



Théâtre national algérien

La générale de «Omerta» présentée à Alger

■ La générale de la pièce de théâtre «Omerta», une comédie dramatique qui dénonce le pouvoir absolu de la mondialisation et ses méfaits sur les peuples, réduits à subir dans le silence les affres du despotisme et de l'oligarchie, a été présentée, samedi à Alger, devant un public nombreux.

Par Abia Selles

Accueillie à la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi, la générale de la pièce de théâtre «Omerta» a été présentée devant un public de toutes les tranches d'âge. Mise en scène et réécrite par Brahim Chergui sur un texte proposé par Missoum Medjahri, cette pièce théâtrale a été dédiée à la mémoire du célèbre comédien et metteur en scène Hamid Remas, disparu en 2016 et qui «devait en assurer la conception».

Dans le rire et la dérision, la réalité du monde actuelle, rendue dans un microcosme, a été scrutée à travers l'histoire d'une éléphant, «El Fila», à la botte d'un roi tyrannique, dressée pour semer la mort, dans une fable menée par six comédiens talentueux qui ont réussi à mettre à nu, 60 mn durant, les travers d'un ordre mondial démesuré, mené par une puissance malveillante aux desseins dévastateurs, exécutés par les mains sales du sionisme, «*Opprobre de l'humanité*». Sur ordre d'un roi en retrait, soucieux d'asseoir son hégémonie, campé par Foued Zahed, «El Fila», rendue par Faïza Amel, dépouille, à chacun de ses passages, les terres agricoles et les gens de leurs biens, décapitant les récalcitrants d'entre eux, sans aucune

pitie envers une population sans défense, jusqu'au jour où elle élimine la mari et le bébé d'une femme rebelle, brillamment interprétée par Nabila Ibrahim...

Le temps de la révolte étant venu, la veuve malheureuse, convaincue de la nécessité de changer les choses, va compter sur la loyauté et la détermination d'«El Wafi», joué par Yacine Zaïdi, et de Tahar Lani et Massilia Ait Ali, deux autres personnages sans nom.

Dans une interprétation comique bien menée, Brahim Chergui, autodistribué dans le rôle de «peureux», opposant au projet d'insurrection, va d'abord tout faire pour empêcher la révolte avant de basculer dans la trahison et se soumettre, bâton à la main en référence au grand Rouiched dans «*L'Opium et le bâton*», à El Fila et au roi.

Occupant tous les espaces de la scène dans un jeu dynamique et rythmé, les comédiens ont bien porté la densité du texte qui a nourri une trame aux situations métaphoriques, avec des dialogues ascendants et directs, agrémentés, par moments, par des expressions anthologiques renvoyant aux grandes œuvres du théâtre et du cinéma algériens, à l'instar de «*Ya Khadra...*», de «*Aâriti ou Haffouh*», «*Yaw âlikoum leblindi*» de «*Patrouille à l'Est*» ou encore «*Ya bni laâziz ya bni*» de «*L'Opium et le bâton*».

Un extrait de la complainte



Ph. > D. R.

«*Thametuth b' umjahed*» (la femme du moujahid), un autre «*Clin d'œil*» à la poésie du terroir kabyle, a été déclamé avec une voix chaude et étoffée, par Tahar Lani, au milieu d'une scénographie signée Brahim Chergui, faite d'un décor à plusieurs sémantiques, allant du jeu de petites chaises suspendues symbolisant le «*destin compro-*

mis des petits peuples», au rideaux transparents dressés de haut en bas et de part et d'autre de la scène renvoyant à la «*stricte verticalité des différentes orientations et options à suivre*» qui datent, selon le scénographe-metteur en scène, du «*temps des hiéroglyphes et des anciennes écritures*» placardées tout en haut, au-devant de la

scène. L'éclairage de Mohamed Belaouer et la bande son de Mohamed Zami ont été concluants, réussissant à créer les atmosphères adéquates à la conception du metteur en scène qui a, a-t-il déclaré, «*renseigné sur un stratagème de longue date engendrant les injustices du monde d'aujourd'hui*».

A. S.

Spectacle de contes à Londres et à Halifax

Mahi Seddik ravit la communauté algérienne

Le conteur professionnel et auteur algérien, Mahi Seddik, a ravi vendredi et samedi soir, les membres de la communauté algérienne établie à Londres et à Halifax, avec deux spectacles de contes.

Invité par le centre national algérien «The National Algerian Centre» (NAC), l'artiste qui se produit pour la première fois au Royaume-Uni, a présenté des contes qu'il puise du patrimoine oral algérien, devant une assistance composée notamment de jeunes et d'enfants accompagnés de leurs parents.

À Londres comme à Halifax (nord de l'Angleterre), il a présenté devant une assistance toute ouïe, «*Habra Bent es'baa*»

(Habra fille du lion), un conte moral, et «*Moula moola, l'oiseau de bonne augure*», transmettant un message d'espoir de l'Algérie. Mahi ressuscite les fables et contes transmis de génération en génération, qui ont grandi avec lui. Il aspire les transmettre aux jeunes générations de la diaspora, lui permettant de vivre un moment de communion et de retrouvailles, a-t-il précisé à l'APS en marge du spectacle. Le choix d'un conte à présenter n'est pas laissé au hasard, il se fait en fonction du public. L'artiste tente de concilier les Algériens vivant à l'étranger avec leur identité d'origine, selon ses propres propos. Avec seulement la parole, le

conteur rapproche les membres de la communauté dans un monde où règne l'individualisme, rassemble les gens dans une même sphère, «*une magie dont est incapable toute la technologie moderne réunie*», a-t-il estimé.

Mahi ajoute qu'un conte est un message, une symbolique, une image et un rêve, qu'il incombe au conteur de transmettre aux générations futures, dont les enfants de la diaspora.

Son plus grand souhait est de partager son rêve avec son public, l'emporter dans son monde imaginaire de paroles, mais en même temps le voir assimiler ses messages et pérenniser ce patrimoine.

L'enfant de Sidi Bel-Abbès a en effet réussi, à Londres et à Halifax, à faire rêver son public qui a exprimé son admiration par de longs applaudissements à la fin de chaque récit.

Et même si les deux salles n'étaient pas comblées, les deux spectacles ont connu le succès escompté par les organisateurs, et par le conteur même.

Mahi Seddik est convaincu que s'il réussit à transmettre son message à un petit groupe, le conte est sauvé et la parole poursuivra son chemin à travers le temps.

Des chanteurs ont succédé au conteur pour le reste de la soirée du vendredi, qui a été également animée par Hicham

Volcano, Nazim Ziriyab et Chab Nacim.

M. K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El Madania, Alger)
29 septembre à 19h :

L'interprète de musique andalouse Imène Sahir anime un concert.

Vivarium (2, rue de Savoie, Hydra, Alger)

jusqu'au 20 octobre :

Exposition de photographies «*les Etres de Lumière*», de Chafia Loudjici.

Galerie d'art Mohamed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)

Jusqu'au 30 septembre :

Exposition de peinture «*Les couleurs tourmentées*» de l'artiste plasticien Abdelhalim Kebieche.

Galerie d'arts du Sofitel Algiers Hamma Garden (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «*Identité*» de l'artiste peintre Dounia Hedid.

Décès

Le chanteur américain Charles Bradley n'est plus

Le chanteur de soul américain Charles Bradley est mort samedi à 68 ans d'un cancer, a annoncé son agent.

Né en Floride, dans le sud-est des Etats-Unis, Charles Bradley grandit à New York où il découvre le «*parrain*» de la soul James Brown au légendaire Apollo

Theater de Harlem. Il se lance alors dans une carrière de chanteur de reprises de son idole, allant jusqu'à copier sa garde-robe et à imiter le style de James Brown sur scène.

Son premier album, sorti en 2011, lui a valu un début de notoriété, à plus de 60

ans. Son dernier album, «*Changes*», publié l'an dernier, lui a enfin permis de toucher un plus large public et a figuré sur la liste des «*meilleurs albums de l'année 2016*» de nombreux magazines spécialisés.

R. I.



Coup-franc direct

Les pour et le contre

Par Mahfoud M.

A lors que le président de la FAF, en concertation avec le sélectionneur national, a pris la ferme décision d'écartier certains joueurs du groupe pour la prochaine rencontre face au Cameroun, on assiste à un débat entre ceux qui approuvent cette démarche et ceux qui la refusent. Les partisans du refus estiment que cela mènera à une cassure dans le groupe, surtout qu'il s'agit de joueurs qui ont leur poids dans l'équipe, à l'image de Slimani, Mahrez, Guedioura et Ghoulam. Pour eux, il aurait mieux fallu les laisser continuer et préparer la suite des rendez-vous de l'EN, surtout la CAN 2019. Mais ce n'est pas l'avis de ceux qui approuvent la démarche de Zetchi et Alcaraz. Ils pensent qu'elle coulait de source après les mauvais résultats enregistrés jusque-là et qu'il fallait donc un changement pour donner leur chance à d'autres joueurs qui peuvent apporter le plus escompté. De plus, toujours selon leur logique, ces joueurs sont saturés ou considèrent qu'ils sont arrivés et il fallait donc qu'ils soient mis devant leurs responsabilités, sachant que leur mise à l'écart n'est pas définitive. Ils doivent, seulement, savoir que nul ne peut être au-dessus de la sélection nationale et qu'ils doivent donc respecter les couleurs nationales qu'ils portent. **M. M.**

Ligue 1 Mobilis (4^e journée)

L'ESS rejoint le CRB, l'USMH accrochée

L'ES SÉTIF a rejoint le CR Belouizdad en tête du classement de la Ligue 1 Mobilis de football, en battant la JS Saoura par deux buts à zéro, samedi pour le compte de la 4^e journée, ayant vu l'USMH récolter son premier point de la saison, après son nul à domicile contre le CSC (1-1). Djabou et Amokrane ont marqué pour l'Aigle noir, respectivement aux 27^e et 43^e, alors que la JSS a raté deux penalties, par Bourdim (41^e) et Yahia-Chérif (60^e), ce qui aurait pu donner une toute autre issue à cette rencontre. Ayant finalement réussi à l'emporter (2-0), l'ESS porte son capital à dix points, et rejoint en tête du classement le CR Belouizdad, qui de son côté est allé ramener un précieux point de son déplacement chez l'US Biskra. Un match intense entre le leader et le nouveau promu qui, comme à Sétif, aurait pu connaître une toute autre issue, si Mellouli avait réussi à transformer le penalty dont avait bénéficié l'USB à la 52^e minute. Pour sa part, l'USMH, qui restait sur trois défaites en autant de matchs, a profité de la réception du CS Constantine pour engranger son premier point de la saison, au terme d'une confrontation âprement disputée, mais qui s'est finalement soldée par un nul (1-1). Un résultat qui arrange beaucoup plus les affaires du CSC, qui rejoint le Paradou, le MCO et la JSS, sur la troisième marche du podium, ex aequo avec sept points chacun. Avec le point qu'ils ont récolté ce week-end,

l'USMH et l'USB ne sont plus lanternes rouges. L'USMB est désormais seule à occuper cette dernière place du classement, avec zéro point récolté en quatre matchs. Vendredi, en ouverture de cette quatrième journée, ce sont le MCO et le Paradou AC qui avaient réussi les meilleures opérations, en se hissant provisoirement sur le podium, après leurs victoires respectives sur le DRB Tadjenanet (1-0) et l'USM Blida (1-0), au moment où le NA Hussein Dey s'était difficilement imposé contre la JS Kabylie (2-1). Les Oranais avaient longuement résisté aux assauts du DRBT, avant de réussir le hold-up parfait, en inscrivant le but de la victoire à la 90'+1, par l'intermédiaire du jeune espoir, Ferifer. De son côté, le Paradou AC avait fait la différence d'entrée de jeu, en assommant l'USM Blida dès la 4^e minute de jeu, par l'intermédiaire d'El Mellali, qui a donc permis à son équipe de rejoindre le MCO, avec sept points chacun. Pour sa part, le NAHD a commencé par concéder l'ouverture du score devant Benaldjia (24^e), avant d'égaliser par son capitaine Ahmed Gasmi, sur penalty à la 36^e minute, et de renverser finalement la vapeur par Cherfaoui (73^e). Cette quatrième journée s'achèvera le 3 octobre prochain, avec le déroulement des deux derniers matchs inscrits à son programme. L'USM Alger se déplacera chez l'USM Bel-Abbès, alors que le MCA accueillera l'Olympique de Médéa au stade Omar-Hamadi de Bologhine.

Résultats et classement :

DRBT- MCO	0-1
NAHD- JSK	2-1
PAC-USMB	1-0
USMH- CSC	1-1
USB -CRB	0-0
ESS- JSS	2-0

Mardi, 3 octobre :

USMBA- USMA	
MCA-OM	

	Pts	J
1). CR Belouizdad	10	4
->. ES Sétif	10	4
3). JS Saoura	7	4
->. MC Oran	7	4
-> Paradou AC	7	4
->. CS Constantine	7	4
7). USM Alger	5	3
->. JS Kabylie	5	4
->. DRB Tadjenanet	5	4
->. NA Hussein Dey	5	4
11). MC Alger	4	3
->. Olympique Médéa	4	3
13). USM Bel-Abbès	3	3
14). US Biskra	1	4
->. USM El Harrach	1	4
16). USM Blida	0	4

Ligue des champions (quarts de finale retour) L'USMA au dernier carré et affrontera le WAC

■ L'USM Alger a arraché sa qualification au dernier carré de la Ligue des champions d'Afrique avant-hier soir, en enregistrant un nul (0/0) au stade 5-Juillet, bénéficiant de l'avantage du but inscrit à l'extérieur après avoir tenu en échec le Ferroviario De Beira du Mozambique (1/1) au match aller.



Les Rouge et Noir méritent leur qualification

Par Mahfoud M.

Les Rouge et Noir ont tout tenté pour essayer de prendre le dessus et mériter la qualification, prouvant que le résultat du match aller n'était pas fait du hasard. Mais ils se sont heurtés à une équipe très solide, venue pour créer la surprise et renverser la situation après le faux pas du match aller. Il faut dire que les Mozambicains étaient bien regroupés derrière et procédaient par contres rapides. Ils ont failli faire mouche à plusieurs reprises, n'était la vigilance du

portier usmiste Zemmamouche, qui était sur ses gardes et a sauvé sa cage maintes fois. Les Algérois ont essayé ensuite de porter le danger dans le camp de Ferroviario mais ils n'ont pas pur trouver la brèche malgré les belles incursions de Meziane et Derfalou qui ont tout fait mais qui n'ont pas marqué ce but qui aurait suffi au bonheur de leurs fans déçus du fait que l'équipe n'aurait pas réussi à marquer au moins un but. Il faut savoir, en effet, que les supporters ont sifflé leur équipe à la fin du match, leur montrant que cette prestation n'est pas suffisante s'ils sou-

haitent remporter la plus prestigieuse des compétitions africaines, surtout que leur mission s'annonce compliquée pour la demi-finale où ils affronteront la formation marocaine du Widad de Casablanca. La demi-finale aller se déroulera le 29 ou le 30 septembre au stade 5-Juillet et la manche retour le 20 Octobre à Casablanca. Le WAC a sorti le tenant du titre, Mamelodi Sundownss, aux TAB 3-3, temps réglementaire (1-0), lors du match retour disputé samedi soir à Casablanca, soit le même score que la manche aller en Afrique du Sud. **M. M.**

FC Naples

Ghoulam réclame 1,1 million d'euros à l'A Saint-Etienne

Linternational algérien de Naples, Faouzi Ghoulam, a saisi le conseil des prud'hommes de Saint-Etienne pour réclamer à son ancien club 1,1 million d'euros, rapporte le journal *Le Progrès*. Le latéral gauche de 26 ans demande la requalification de son CDD (contrat à durée déterminée) en CDI (contrat à durée indéterminée) et estime qu'il y a eu rupture abusive de son contrat de travail au moment de son transfert

pour Naples en janvier 2014, précise la même source. Entre rappels de salaire, primes, congés payés, indemnités de licenciement et dommages et intérêt, le joueur algérien réclame 1,1 M d'euros au club forézien. Outre Ghoulam, un autre ancien stéphanois, Kurt Zouma, a entamé une démarche similaire et réclame 1,7 million d'euros à son ancien club. Les deux joueurs sont défendus par Prosper Abega, avocat à

Marseille. Membre de la commission juridique de la FIFA, il a déjà mené des combats du même style contre le PSG, Lille, Toulouse. Il en a gagné certains (avant appels et éventuelle cassation) mais celui mené à Saint-Etienne est suivi de près par la Ligue. Il remet en cause les contrats à temps signés avant 2015. Le Conseil des prud'hommes devait se prononcer lundi mais a prorogé son délibéré au 16 octobre.

Sports mécaniques

Prochaine création d'une Ligue de wilaya d'Oran

Une nouvelle ligue des sports mécaniques devrait voir le jour prochainement à Oran, a-t-on appris du président de la fédération de cette discipline (FASM), Chihab Balloul. «Les préparatifs sont en cours pour l'organisation d'une assemblée générale constitutive de la ligue d'Oran des sports mécaniques. Cela devrait même se faire la semaine prochaine, selon les assurances des initiateurs de ce projet», a indiqué Balloul. «Ce

sont d'anciens adeptes de la discipline qui souhaitent s'organiser en ligue de wilaya. De notre côté, nous leur avons assuré de notre soutien total, car c'est à travers ce genre d'initiatives que les sports mécaniques se développeront en Algérie», a-t-il poursuivi. La ville d'Oran possède son grand prix en sports mécaniques. La deuxième édition de cette manifestation a eu lieu vendredi au Front de mer, et a connu un franc succès avec la

participation de 44 pilotes auto. Toutefois, les clubs ayant pris part à cette épreuve sont tous issus de deux Ligues de wilaya, celles d'Alger et de Blida. Les sports mécaniques sont peu pratiqués à l'échelle nationale. On dénombre seulement 33 clubs affiliés à 9 Ligues de wilaya. Pis, la plupart de ces ligues n'activent plus, a encore fait savoir le patron de la FASM.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Béjaia

Deux délinquants arrêtés pour possession de drogue et vol

UN JEUNE homme âgé de 25 ans répondant aux initiales de B.S. natif de Béjaia a été arrêté en possession d'une quantité de drogue (kif traité et psychotropes) et une arme blanche. Le jeune a été arrêté suite à un contrôle des policiers de la première sûreté urbaine de Béjaia au niveau d'un dispositif routier de sécurité. Présenté devant le procureur de la République pour détention de drogue et arme blanche, et il a été condamné après jugement à 03 mois de prison ferme et une amende de 02

millions de centimes. Par ailleurs, les policiers de la même sûreté ont réussi à récupérer une moto volée et arrêté son voleur. Il s'agit de H.B. 28 ans natif de Béjaia. Ce dernier faisait l'objet d'un dépôt de plainte de la victime qui a informé la police qu'un malfaiteur a volé sa moto et pris la fuite et provoqué un accident de la route au cours de sa fuite. Ce dernier a été inculpé pour vol et ivresse. Il a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaia. H.C.

Port sec d'Oran

Refus d'admission de 12 tonnes d'accessoires de téléphonie mobile

PRÈS de 12 tonnes d'accessoires de téléphonie mobile ont été récemment refusées d'admission par les services de contrôle aux frontières au niveau du port sec d'Oran, a-t-on appris, dimanche du directeur régional du commerce. Cette cargaison d'accessoires de téléphonie mobile, d'une valeur de 3,49 millions DA, en provenance de la Chine, a été refoulée du port sec d'Oran pour tentative de tromperie sur la nature de la marchandise, a indiqué à l'APS, Fayçal Ettayeb. Les mêmes services ont refusé, dernièrement au port d'Oran, l'admission de 21 tonnes de poissons congelés, d'une valeur de 4,5 millions DA, en provenance du Vietnam pour non-respect des conditions de conservation, ainsi qu'une cargaison de 20 tonnes de viande rouge, d'une valeur de 9,6 millions DA, en provenance d'Espagne pour la même infraction, a ajouté le même responsable. Toujours au niveau du port d'Oran, il a été procédé, au mois

d'août dernier au refus d'admission d'une cargaison de 11,7 tonnes de tables de cuisine et de 14,7 tonnes de tables à gaz en provenance de l'Union européenne pour défaut d'étiquetage. Au niveau du port de Ghazaouet, les services de contrôle aux frontières ont refoulé, au début du mois septembre en cours, une cargaison de 32 tonnes de vêtements d'une valeur de 6,8 millions DA pour absence d'étiquetage. Par ailleurs, le bilan de la direction régionale du commerce d'Oran du mois de septembre courant, fait état également, d'un refus d'admission, au port de Ghazaouet, de 11,8 tonnes de marchandises diverses d'une valeur de 8,6 millions DA, en provenance de Corée pour un problème de code d'activités pour les boissons alcoolisées et étiquetage. La direction régionale du commerce d'Oran regroupe les wilayas d'Oran, Mostaganem, Ain Témouchent, Sidi Bel-Abbès et Tlemcen, rappelle-t-on. Hani Y.

Industrie du tourisme

L'ONT prend part au 39^e Salon international à Paris

L'OFFICE national de tourisme (ONT) prendra part au 39^e Salon international du marché touristique (IFTM), prévu du 26 au 29 septembre en cours à Paris, indique un communiqué de l'ONAT. Dans le cadre de son agenda 2017 relatif aux opérations de promotion de la destination touristique Algérie, inscrites au titre de la stratégie de développement du secteur à l'horizon 2030, l'ONT participera au Salon international de l'industrie du tourisme (IFTM) à travers un pavillon de 60 m², conçu dans un style conjuguant modernité, authenticité et particularités de l'Algérie en termes de patrimoine et d'architecture, précise le communiqué. Le pavillon a été équipé de tous les moyens nécessaires pour permettre aux participants de promouvoir et commercialiser le produit touristique national, le Sahara en premier lieu, compte tenu de sa spécificité au niveau méditerranéen. Pour garantir l'animation du stand algérien durant cette manifestation, deux artisans en porcelaine et maroquinerie anime-

ront des ateliers sur place pour montrer le savoir-faire et la richesse du patrimoine algérien. Soucieux de garantir un climat propice aux contacts directs, à l'établissement de relations de travail et à la promotion et la commercialisation de la destination Algérie sur le marché international, l'ONT a programmé pour la première journée une rencontre intitulée «Journée de l'Algérie» à laquelle prendront part des représentants de tours-opérateurs, d'organismes français influents dans le domaine du tourisme ainsi que des médias chargés de la couverture de cet événement. Cette participation vise à «donner une image de marque de l'Algérie, ses atouts touristiques et son patrimoine» à travers la projection de films et de photos, la distribution de différents supports promotionnels (guides, dépliants, CD etc...) et la fourniture d'information sur les opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme. Le Salon international de l'industrie du tourisme (IFTM) est la plus grande exposition dans le

domaine du tourisme et des voyages à laquelle participent des opérateurs connus à l'échelle internationale, des organisateurs de voyages et des établissements d'hôtellerie et de transport (terrestre, maritime et aérien). Quelque 1 700 établissements touristiques issus de 166 pays sont attendus à ce Salon pour lequel une superficie de 31 000 m² a été consacrée et qui devra enregistrer plus de 30 000 visiteurs professionnels. L'événement bénéficiera d'une couverture médiatique d'envergure locale et internationale. La France a été en 2016 le deuxième pays émetteur de touristes vers l'Algérie avec 169 036 touristes soit un taux de croissance de 13% par rapport à 2015. Ces chiffres appellent l'ONT en sa qualité d'organisme en charge de la promotion du tourisme ainsi que l'ensemble des opérateurs du secteur à intensifier les actions de promotion en direction de ce marché, conclut la même source. Fatah B.

Tizi Ouzou

Une personne tuée dans un accident

UNE PERSONNE a trouvé la mort avant-hier dans un accident de la route survenu au village de Bouadnane dans la commune d'Iboudrarenne (30 km au sud de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la Protection civile, la victime, un homme de 66 ans, a été heurté par un automobiliste suivi du renversement d'un véhicule causant aussi 4 blessés. Le corps de la victime décédée a été déposé à la morgue du CHU de Tizi-Ouzou alors que les blessés ont été transférés vers la polyclinique de Béni Yenni. Hamid M.

L'interdiction du niqab et le voile intégral dans l'Éducation nationale



Djalou@hotmail.com

Médéa

Démantèlement d'un réseau de trafic international de véhicules

■ Un réseau spécialisé dans le trafic international de véhicules, composé de ressortissants étrangers et d'Algériens, a été démantelé par la section de recherche de la gendarmerie de Médéa, a-t-on appris dimanche auprès du groupement de gendarmerie.

Par Slim O.

Onze membres de ce réseau, cinq ressortissants de nationalité étrangère et six algériens, ont été appréhendés suite à une minutieuse enquête diligentée par la section de recherche de Médéa, qui a permis ainsi de mettre un terme aux agissements de ce réseau qui opérèrent à travers plusieurs régions du pays, a-t-on signalé. Ce réseau utilisait le port de Mostaganem, ouest du pays, comme plaque tournante de ce trafic dans

lequel étaient impliqués, selon les investigations menées par la Gendarmerie nationale, dix-huit membres, parmi lesquels huit ressortissants étrangers, a indiqué la même source, précisant que sept membres de ce réseau, en fuite, sont activement recherchés. Cinq véhicules vendus sous de faux documents administratifs ont été récupérés, a ajouté la même source, qui a fait état également de la saisie de matériel informatique, de documents administratifs, de passeport et d'une importante somme d'argent, lors des arrestations

opérées dans le sillage de cette enquête. Les véhicules, en transit temporaire en Algérie, étaient revendus par les membres de ce réseau à des particuliers avec de faux documents, a-t-on noté.

4 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Quatre éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés, samedi à Médéa, par un détachement de l'Armée nationale populaire, indique dimanche le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. S. O./APS